

1. Plusieurs déclarations officielles européennes appellent depuis des années au respect par Israël du droit international et droit international humanitaire. Or la situation ne cesse de se dégrader sur le terrain. Concrètement, que comptez-vous mettre en oeuvre pour que ces déclarations soient suivies d'effet. Et tout d'abord pour faire ouvrir les points de passage de et vers la bande de Gaza et mettre un terme aux projets de colonisation ?

Le droit international et le droit international humanitaire n'ont jamais été respectés par Israël, qui bénéficie d'un traitement de faveur de la part des grandes puissances impérialistes et de leurs alliés. Ainsi les résolutions de l'ONU ont toutes été foulées aux pieds par l'état sioniste, les plus importantes étant : la 194-3 du 11 décembre 1948 qui autorise le retour des réfugiés, la résolution 242 du 22 novembre 1967 qui demande à Israël de se retirer des territoires occupés, la 3236 de novembre 1974 qui affirme le droit inaliénable du Peuple Palestinien à l'indépendance et à l'autodétermination.

Comme on le voit, il n'est plus question de demander le simple respect des normes du droit international mais de construire un rapport de force qui contraigne Israël et ses alliés à l'appliquer.

C'est pour cela que le NPA s'engage dans la campagne BDS – Boycott, Désinvestissement, Sanctions – afin de sensibiliser la population à la situation inacceptable que vivent les Palestiniens depuis plus de 60 ans, et de faire directement pression sur l'Etat israélien et ses alliés.

La Campagne BDS a été initiée en juillet 2005 par une coalition regroupant l'ensemble des forces politiques, sociales et associatives palestiniennes représentatives (172 organisations signataires). Cette coalition inclut les 3 composantes du peuple palestinien : Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, Palestiniens d'Israël, réfugiés des camps de l'extérieur. Une telle unité est unique dans l'histoire du mouvement national palestinien.

La finalité en est simple : développer une campagne internationale, populaire, de solidarité avec le peuple palestinien, autour d'axes, de mots d'ordre et de modes d'action très concrets. Il s'agit, à l'instar de ce qui s'était passé avec l'Afrique du Sud, de multiplier les pressions politiques, sanctions économiques et diplomatiques contre Israël tant que les droits des Palestiniens ne seront pas respectés.

3 thématiques principales donc :

- Boycott : à un niveau populaire, voire institutionnel (municipalités, par exemple), encourager le boycott institutionnel et des produits fabriqués en Israël.
- Désinvestissement : exiger des entreprises privées et publiques qu'elles cessent leurs investissements en Israël et/ou leurs partenariats économiques avec des entreprises israéliennes.
- Sanctions : exiger des Etats et des gouvernements qu'ils prennent des sanctions (diplomatiques, économiques) contre Israël.

Une campagne BDS réussie aurait entre autres pour conséquence une stigmatisation internationale de l'Etat d'Israël. D'après nombre de militants israéliens anticolonialistes, une telle stigmatisation pourrait avoir des effets bénéfiques en amenant une partie de la population à remettre en question une politique qui les isole du reste du monde.

Les Etats réactionnaires arabes portent une lourde responsabilité dans la situation tragique que vit le Peuple Palestinien aujourd'hui. Ainsi l'Egypte, au plus fort des bombardements de Gaza en janvier